



attac

# Le Courriel d'information

n°364 – Vendredi 20 septembre 2002

## FOLIE MONETAIRE INTERNATIONALE

### Dans ce numéro

#### **Erratum. Andorre, Jersey, Luxembourg, Monaco: Etonnants Paradis...**

Quelques erreurs se sont glissées dans notre précédent numéro. L'opération « Paradis fiscaux Monaco » ou « Monacopoly » est en fait prévue le samedi 12 octobre. La campagne « Lettre à mon banquier pour dénoncer les paradis fiscaux » a en fait débuté en mars 2001. Elle continue cette année. (Voir <http://www.local.attac.org/84/SL/banques.htm> pour plus d'informations)

#### **1. Le Consensus de Washington** (Par Mark Weisbrot)

Mr O'Neill, Secrétaire aux Finances, rendu célèbre par ses observations vigoureuses sur la politique économique, ferait bien de porter un regard neuf sur ce que les pays au revenu faible ou moyen sont devenus au cours des 20 dernières années. Les deux dernières décennies du 20e siècle ont été pour ces pays le constat du pire des échecs économiques depuis la grande Dépression.

#### **2. Une crise provoquée pour que le FMI puisse la résoudre** (Par Claudio Iturra)

Récemment, l'Uruguay a vécu un coup d'Etat préventif, dans lequel le FMI a joué le rôle naguère joué – sous ces latitudes- par la CIA, celui de bras armé. Le coup d'Etat achevé, les journaux du lundi 5 août n'ont pas montré la photo du président Jorge Batlle, mais celle de l'ambassadeur des Etats-Unis à Montevideo, vainqueur exultant de cette " bataille du Rio de la Plata " du XXIème siècle.

#### **3. Le modèle FMIste. Effondrement ou contagion?** (Par Naúm Minsburg)

Une réalité lamentable et bien connue : l'Argentine se retrouve immergée dans la crise la plus prolongée de son histoire. D'origine économique, cette crise provoquée délibérément et de façon préméditée revêt non seulement un aspect économique mais aussi social et financier. D'autre part, du point de vue des gurus pédants au service du FMI et des groupes dominants locaux, nous serions en train de contaminer les autres pays latino-américains.

#### **4. Extradé** (Par Comité pour la libération de Paolo Persichetti)

Paolo Persichetti a été extradé à la sauvette vers l'Italie le 25 août dernier. Contrairement à ce qui a été parfois allégué, il n'a jamais été clandestin en France. Il y est arrivé en 1991 et a immédiatement demandé et obtenu un permis de séjour.

#### **5. Une semaine économique vue des Etats-Unis** (Par Dean Baker)

Des marchés à l'intérieur des marchés des télécommunications - Le marché des valeurs : trop d'offres, pas assez de demandes - Développement et environnement : aux entretiens sur l'environnement, les Etats-Unis se heurtent à leurs alliés sur la question Energie et Pollution

#### **6. Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

#### **Le Consensus de Washington**

Par Mark Weisbrot. Center for Economic and Policy Research – Washington DC

Traduction. Raphael Cariou [coorditrad@attac.org](mailto:coorditrad@attac.org)  
traducteurs bénévoles (\*)

Mr O'Neill, Secrétaire aux Finances, rendu célèbre par ses observations vigoureuses sur la politique économique, ferait bien de porter un regard neuf sur ce que les pays au revenu faible ou moyen sont devenus au cours des 20 dernières années.

Les deux dernières décennies du 20e siècle ont été pour ces pays le constat du pire des échecs économiques depuis la grande Dépression.

Regardons : le revenu par tête en Amérique Latine a augmenté de 75 pour cent de 1960 à 1980. De 1980 à l'an 2000, il a augmenté de 7 pour cent, parfois quasiment pas. L'Afrique s'est comportée de façon bien pire, par une diminution - jusqu'à parfois 15 pour cent - du revenu par tête au cours des deux dernières décennies.



attac

Bien sûr quelques exceptions sont à noter : la croissance en Chine au cours des 20 dernières années a été la plus rapide jamais enregistrée au cours de l'Histoire. Cependant, même en tenant compte de la Chine, démesurée par sa population de 1,3 milliards de personnes, le taux de croissance des pays en voie de développement a progressé de moitié par rapport à celui obtenu au cours des deux décennies précédentes.

C'est juste par un hasard historique que les leaders américains n'ont pas même eu à reconnaître ce revers économique, et encore moins à en prendre la responsabilité. Le mouvement de contestation, qui est devenu publique il y a 2 ans et demi à Seattle, a eu d'autres motivations. Militants et structures se sont polarisés sur l'usurpation de l'autorité politique par des organismes hors démocratie et responsabilité civile, comme par exemple l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le Fond monétaire internationale (FMI) et la Banque mondiale. Ils ont défilé contre les dégâts environnementaux qu'une mondialisation à outrance a occasionnés, mondialisation conduite par les institutions et soutenue par les grandes entreprises. Et ils ont attiré l'attention sur l'aggravation de la répartition des revenus à l'intérieur du pays et à l'étranger.

Tout ce qui est noble mérite combat. Cependant la croissance économique doit aussi être prise en compte. Par exemple, si nous nous intéressons aux pays dans lesquels la pauvreté a augmenté au cours des 20 dernières années ou dans lesquels la réduction de la pauvreté a progressé plus lentement, la raison principale est non un changement dans la répartition des revenus ou des richesses, mais un ralentissement de la croissance.

En fait, ces deux décennies témoignent aussi d'un progrès ralenti des principaux indicateurs sociaux comme l'espérance de vie, la mortalité infantile et juvénile, l'illettrisme et l'éducation. Nous pouvons nous attendre exactement à cela dans une période marquée par le ralentissement de la croissance économique. Nous ne parlons pas de chiffres économiques stériles ici : c'est la vie et la santé de centaines de millions de personnes qui a été bridée.

Bien entendu, il est difficile d'isoler les causes d'un échec économique aussi interminable et disséminé géographiquement, mais on peut identifier quelques suspects. Des taux d'intérêt plus élevés, souvent imposés par le FMI, ont ralenti la croissance dans la plus grande partie des pays en voie de développement. La tendance est

renforcée par les banques centrales des pays développés, diminuant la croissance mondiale, ce qui a encore plus ralenti l'économie des pays en voie de développement

Avant les années 80, les pays aux revenus faibles ou moyens avaient l'habitude de mener des stratégies de développement taillées sur mesure. Elles furent remplacées, dans la plupart des cas, par un condensé magique de principes, incluant l'ouverture au commerce international et aux mouvements financiers, la privatisation des industries d'Etat, et autres mesures de dérégulations. Ces lignes de conduites appelées "consensus de Washington", une fois mises en pratique, n'ont pas réussi et ont récemment abouti à de nombreux désastres économiques. La crise économique asiatique de 1998, par exemple, a été provoquée par une ouverture immodérée aux investissements étrangers à risque. Les crises financières et économiques au Mexique, en Russie, au Brésil et en Argentine ont aussi prélevé leur dû sur la croissance économique mondiale.

A la recherche de nouvelles encourageantes, les partisans du consensus de Washington (comme la Banque mondiale) se réfèrent à des pays comme la Chine ou le Vietnam comme étant des "acteurs" victorieux de la mondialisation. Mais le système bancaire chinois est en grande partie un système d'Etat, son marché intérieur est très protégé et ses mouvements monétaires strictement contrôlés. La plus grande part de l'investissement vietnamien est entrepris par l'Etat.

Les économistes de Washington ne semblent pas noter l'ironie de leur argumentaire : "notre modèle de néolibéralisme semble s'être enraillé, mais les Rouges réussissent très bien !"

Le Département des Finances de Mr. O'Neill contrôle les plus puissants organismes qui imposent les règles du Consensus de Washington : le FMI et la Banque mondiale. Notre gouvernement a la plus forte voix au sein de l'OMC, que beaucoup voit comme empilant des règles allant à l'encontre des pays en voie de développement. Le disfonctionnement économique qui s'est prolongé tout au cours des deux décennies passées est l'éléphant assis au centre de leur salle de conférence, et ils essayent de l'ignorer. Mais on attend depuis longtemps un débat équitable sur les causes de cet échec.

Mark Weisbrot.

Contact pour cet article. [weisbrot@cepr.net](mailto:weisbrot@cepr.net)

Participez aux manifestations contre la Banque mondiale et le FMI du 25 au 29 septembre à Washington DC <http://sept.globalizethis.org/>



attac

## Une crise provoquée pour que le FMI puisse la résoudre

Par Claudio Iturra. Conseiller de l'UNTMRA, (syndicat de la métallurgie)  
Traduction. [coordinat@attac.org](mailto:coordinat@attac.org) traducteurs bénévoles (\*)

Récemment, l'Uruguay a vécu un coup d'Etat préventif, dans lequel le FMI a joué le rôle naguère joué –sous ces latitudes- par la CIA, celui de bras armé. Le coup d'Etat achevé, les journaux du lundi 5 août n'ont pas montré la photo du président Jorge Batlle, mais celle de l'ambassadeur des Etats-Unis à Montevideo, vainqueur exultant de cette " bataille du Rio de la Plata " du XXIème siècle.

Ce coup d'Etat a traversé plusieurs phases, depuis sa préparation jusqu'à son paroxysme, avec la crise de la semaine dernière, lorsque les événements se sont précipités au point que l'analyse faite avant-hier est déjà obsolète aujourd'hui.

Lors d'une crise, tout se précipite, les nœuds conflictuels qui forment la trame historique des Uruguayens d'aujourd'hui s'entrecroisent de plus en plus vite.

Comme nous venons de l'observer "en direct", l'occurrence et la résolution de la crise ont mis en évidence la coalition des forces en présence, au "moment présent". Il ne s'agit pas d'un phénomène de laboratoire, chimiquement pur – cette pureté ne se rencontre jamais dans l'histoire -: certains protagonistes ont fait appel aux expédients du pouvoir, y compris les plus douteux, ce qui leur a permis de donner plus de poids à leur capacité à décider de la voie empruntée et de la nature de la solution. Il ne s'agit donc pas de chiffres de part et d'autre d'une équation, mais de la capacité qu'ils ont de mener le jeu et de lui donner une issue. Nous ne sommes pas devant le "rapport de forces" que mesurent les instituts de sondage, mais devant un véritable jeu de forces, dans le sens que la Physique donne à ce concept.

Ce chemin a commencé à se dessiner quand l'usure totale du mode de gouvernement de l'Uruguay, porté par les partis traditionnels, apparut au grand jour, incapable qu'il était d'assurer les besoins fondamentaux de la société et de donner au pays une orientation productive, qui permette au pays de vivre de son travail. Cette nécessité sociale a catalysé la formation d'un éventail de forces sociales issues des acteurs

productifs- entreprises et syndicats- qui s'avérait fort utile à la force politique d'opposition, que l'on envisageait comme vainqueur potentiel des élections de 2004.

Depuis le social on commença ainsi à colmater le fossé qui le séparait du politique, en donnant un vrai contenu et un objectif social à la stratégie du FA/EP\*, lequel s'était abîmé dans ses visions, confiant dans la capacité du système politique à garantir une alternance de cette envergure, à condition de ne pas perturber son devenir "historique", alors même qu'il s'agissait d'un changement sans précédent...

Cette réalité qui "poussait par la racine" ouvrait la voie à un "dialogue national" qui exigeait de plus en plus l'intégration des acteurs sociaux et politiques, ce qui signifiait un changement qualitatif inacceptable pour les partis traditionnels. Ils l'ont démontré de nouveau en appelant ces derniers jours à des mesures en rien démocratiques ni souveraines, pour ne pas partager le pouvoir avec d'autres secteurs de la société uruguayenne.

Il ne suffisait pas de maintenir le FA/EP hors des organismes qu'il est censé intégrer en raison de son assise dans l'électorat, selon la Constitution. On n'y parvenait pas non plus en taillant dans les salaires et les pensions, tandis que des ressources gigantesques étaient pompées par un système financier et un appareil d'Etat rapaces et inefficaces, conçus et administrés par ces mêmes partis traditionnels.

Le système politique ainsi tissé présentait de dangereux dysfonctionnements, qui éclataient pathétiquement à la vue de tous avec des images comme la fermeture des urgences des cliniques, ou des enfants se nourrissant d'aliments pour bétail, ou un président déclarant en aparté, et en anglais, qu'il allait privatiser ceci et cela, et ce contre l'opinion de la majorité des Uruguayens.

Il fallait chercher le centre de gravité qui permette que toute la société soutienne ou au moins accepte une solution, qui bien que minoritaire et préjudiciable, serait présentée comme inévitable et garantirait l'ouverture grandissante et les privatisations qu'exigent les organismes multilatéraux de crédit.

Par conséquent, comme l'ont fait tous ceux qui luttent pour le pouvoir par des moyens illégitimes – depuis les gangsters jusqu'aux empires qui cherchent à humilier les paysans et les irrédents -, on a déchaîné la tempête financière, appuyée par le terrorisme psychologique et de la rue.



attac

La crise était servie. L'arme pointait directement sur le cœur de l'Uruguay: le pays ne serait sauvé que s'il privatisait, ce à quoi la société se refusait. Il ne restait plus qu'à lui donner une solution institutionnelle.

Et alors?

De cette façon, et en dépit du fait que les agissements du gouvernement actuel de coalition des partis traditionnels soient rejetés par la majorité absolue de la société, la menace lui a permis de résoudre la crise, contre l'avis de cette même majorité. Les événements ont été bousculés de telle façon que l'issue qui en résulte, la loi votée en urgence le samedi 3 et le dimanche 4 août, non seulement aggrave les causes qui, justement, ont mené à la crise, mais de plus prolonge ses effets bien au-delà du terme de la présidence de M. Batlle, savonnant ainsi la planche du gouvernement suivant, fût-il mené par le FA/EP.

Mais ce résultat n'était pas fatal. En agissant à temps, on aurait pu éviter la menace mortelle. Ce n'était pas écrit d'avance, par une sorte de déterminisme institutionnel – disposer du Pouvoir Exécutif et d'une majorité législative. Ces éléments ont eu l'efficacité qu'ils ont eue parce qu'aucune force n'a occupé une place déterminante dans le scénario, capable de présenter une proposition alternative, crédible et efficace car transposant dans la politique et les institutions ce qui mûrissait dans la société.

Pour résumer grossièrement: le FA/EP n'a pas pris sa place de leader et de porte-parole politico-social parce qu'il avait tout misé sur la 'normalité' du fonctionnement du système politique. La IMM\* n'a pas non plus été l'expression institutionnelle concrète de cette fonction qu'exigeait la situation.

Ainsi donc, le coup d'Etat déclenché par le FMI a des effets dans le temps et dans l'espace: il cherche à se prolonger au-delà de la durée des mandats institutionnels et au-delà des frontières uruguayennes.

Cela a démontré aux Argentins qu'ils étaient seuls, que Washington n'unit pas mais divise, et que par conséquent il ne leur restait qu'à se soumettre une fois pour toutes au FMI pour que "les gens" arrêtent de souffrir.

Cette issue à la crise n'a pas résolu les problèmes de fond de l'Uruguay, mais les a aggravés. Cependant, elle a servi à faire émerger, pour qu'ils restent à la surface, les compromis,

méthodes et mesures que les partis traditionnels avaient jalousement tus. Les partis traditionnels sont restés désarmés, démontrant qu'ils n'offraient pas la meilleure garantie de vigilance vis-à-vis de l'institution démocratique, de l'indépendance nationale et d'un développement qui assure pain et emploi aux uruguayens. Les partis se trouvent dans une impasse, sans pouvoir appliquer la recette de Landru, sortir par où ils étaient entrés, aussi se sont-ils résignés à beaucoup de choses.

Les choses sont devenues à la fois plus dures mais plus claires. Il n'y a pas d'issue honorable possible, à moins que les acteurs qui, depuis la société civile, construisaient une alternative de vie, rencontrent une fois pour toutes des acteurs politiques capables de dessiner un chemin démocratique, souverain et de développement.

Ou alors, l'heure est venue pour les uruguayens : ils décideront si le coup d'Etat est appelé à durer ou s'il doit être le stimulus qui manquait pour construire un pays qui ne dévore ni n'expulse ses enfants.

\*Bataille du Rio de la Plata : bataille navale opposant la marine allemande à trois croiseurs britanniques, le 13 décembre 1939, aux portes de Montevideo.

\*FA/EP : FRENTE AMPLIO-ENCUENTRO PROGRESISTA, coalition de gauche, représentant à l'heure actuelle la troisième force politique de l'Uruguay

\*IMM : Intendencia Municipal de Montevideo (la mairie de Montevideo, la capitale, détenue par le FA/EP)

Claudio Iturra. Grano de Arena 153  
Contact pour cet article [informativo@attac.org](mailto:informativo@attac.org)

## **Le modèle FMIste. Effondrement ou contagion?**

Par Naúm Minsburg. Membre du conseil scientifique de ATTAC-Argentine  
Traduction. Jean Héon [coordinador@attac.org](mailto:coordinador@attac.org)  
traducteurs bénévoles (\*)

Une réalité lamentable et bien connue : l'Argentine se retrouve immergée dans la crise la plus prolongée de son histoire. D'origine économique, cette crise provoquée délibérément et de façon préméditée revêt non seulement un aspect économique mais aussi social et financier. D'autre part, du point de vue des gurus pédants au service du FMI et des groupes dominants locaux, nous serions en train de contaminer les autres pays latino-américains.



attac

Il est opportun de signaler à ce sujet que l'application des directives archaïques et dépassées du FMI et de la Banque mondiale, en apparence revampées depuis le Consensus de Washington réalisé en 1989 alors que l'Amérique latine avait connu la grave crise qu'on a qualifiée par la suite de «décennie perdue», a nécessairement dû être vernie et maquillée par les pays du G-7. On parle ici d'un plan élaboré afin de «changer quelque chose pour que rien ne change».

Pour y arriver, on a tenté de faire passer dans la conscience collective le concept de «décennie de l'espérance», soit celle des années 90, avec les résultats lamentables que l'on a pu constater.

Bien que la réponse semble évidente, il vaut la peine de se demander en quoi consistent ces directives et ces ordres du FMI et de son «bras droit», la Banque mondiale.

Les deux organismes imposent différentes lignes directrices qui consistent essentiellement en ce que nous avons appelé «les dix commandements du Consensus de Washington», réduction permanente des dépenses de l'état, ouverture économique et financière démesurée, [une ] politique de privatisation de tout ce qui est «privatisable» et paiement strict et dévot de la dette extérieure. Ce sont là les objectifs principaux que l'on impose à tous les pays d'Amérique latine sans se préoccuper des conséquences.

Ces directives - ordres - ont été les causes principales de la crise profonde qui s'est impitoyablement installée depuis maintenant trop longtemps dans notre pays et dans toute la région latino-américaine où l'accroissement de la pauvreté, du chômage et de la misère a laissé sur son passage une sinistre tourmente.

Selon les données macroéconomiques du CEPAL (la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU), «la crise que traverse actuellement l'Amérique latine constitue un troisième épisode en moins d'une décennie durant laquelle le rythme de croissance du PIB accuse un chute brutale faisant diminuer le revenu par habitant». Cette déclaration constitue évidemment un euphémisme puisqu'en 2002 l'Argentine fait face à une chute de 15% de son produit intérieur brut et que les conséquences pour toute la région seront encore plus dramatique.

Il faut mentionner que l'Argentine, pendant le ménémisme, le delaruisme et le duhaldisme (NDT sous la gouvernance des présidents Ménem, De la Rúa et Duhalde), a scrupuleusement et inconditionnellement appliqué les «dix commandements», ce qui lui a valu jusqu'à tout dernièrement d'être considérée comme «la meilleure élève du FMI».

Examinons certains éléments déterminants de la crise provoquée par l'application des commandements en question.

La dette extérieure de l'Amérique latine, qui représentait 450 milliards de dollars en 1990, atteignait en 2000 les 740 milliards malgré les paiements considérables effectués en intérêts et pour le remboursement du capital.

Dans le cas de notre pays, après le même laps de temps, nous nous retrouvons dans la position où la dette éternelle (NDT jeu de mots de l'auteur; en espagnol externa et eterna sont presque identiques et effectivement interchangeable dans le cas présent) est passée de 62.333 milliards de dollars à 147 milliards. Et cela malgré le paiement de 113 milliards de dollars effectué durant cette période.

Le budget «équilibré» jamais atteint (que les pays développés n'arrivent pas plus à atteindre) a consisté en une forte baisse des dépenses publiques, essentiellement dans les services sociaux (santé, éducation, plans de retraite, sécurité d'emploi, etc.), détériorant encore plus la qualité de vie déjà lamentable de la majeure partie de notre population.

Il faut de plus remarquer que ce sont les paiements affectés au remboursement de la dette extérieure qui ont le plus contribué à l'augmentation des dépenses publiques pendant la même période.

La politique de privatisation appliquée dans toute l'Amérique latine s'est effectuée dans notre pays à un rythme sans précédent dans le monde et à vil prix.

La stratégie de privatisation fut établie soi-disant pour diminuer la dette extérieure mais nous avons pu voir que cela ne s'est pas produit. Dans la réalité, la privatisation a été utilisée pour remplacer des monopoles d'état par des monopoles privés étrangers et pour enrichir une classe près des sphères du pouvoir. De plus, une augmentation inusitée des prix et des tarifs des services publics accompagne généralement la vente à prix d'ami des sociétés d'état.





attac

L'ouverture économique et financière a entraîné une augmentation substantielle des importations (la plupart de celles-ci absolument inutiles et à prix gonflés) qui ont de beaucoup dépassé les exportations.

Comme toujours, nos ventes à l'exportation sont soumises à des restrictions de toute sorte et aux prix très bas établis par les marchés des pays développés.

L'ouverture sans restriction et sans distinction de notre marché aux importations, l'économie souterraine et les manœuvres d'évasion fiscale tolérées dans notre commerce extérieur ont contribué dans une large mesure à la destruction d'une grande partie de l'appareil productif national et à l'augmentation du chômage et du sous-emploi.

L'irruption d'importants flux de capitaux spéculatifs a facilité le processus de saignée financière déjà enclenché par les banques nouvellement privatisées qui effectuent vers leur maison-mère à l'étranger d'énormes virements de fonds provenant des comptes bancaires des épargnants argentins qui, eux, n'ont pas le droit de retirer leur argent ; toute une escroquerie ! Cette saignée a commencé avec la dénationalisation (privatisation) des banques et se poursuit par une spéculation effrénée, soutenue par un taux de change garanti par la Loi de la convertibilidad, soit un peso argentin pour un dollar américain) pour appuyer la privatisation d'entreprises d'état et de sociétés privées.

La parité a été utile dans un premier temps pour combattre l'inflation léguée par le gouvernement Alfonsín, mais le maintien à tout prix d'un taux de change fixe l'a convertie en ligne directrice de la politique économique et financière officielle.

La grave crise provoquée par l'application inconditionnelle des directives dictées par le Consensus de Washington, au cours de laquelle nous avons assisté à la dramatique et fracassante chute du duo De la Rúa - Cavallo, s'est accentuée lors de la prise du pouvoir par Duhalde et par son maladroit ministre de l'économie Jorge Remes Lenicov.

Dans notre pays, l'imposition du «corralito», soit la dévaluation brutale et insensée du peso (provoquant la fuite des capitaux) avait été imposée sous le prétexte d'augmenter les exportations, ce qui ne s'est effectivement jamais produit; au contraire, elles ont diminué.

La dévaluation exigée par le FMI, qui veut maintenant imposer un cours du peso «flottant», se répète maintenant en Uruguay (de là on en est venu à parler d'une certaine contagion due en fait à la baisse du tourisme argentin et au retrait des capitaux étrangers).

Au Brésil, on se retrouve dans une frénésie spéculative, produit de la peur du résultat des élections prochaines.

Le Paraguay connaît l'instabilité et la dévaluation depuis des années et la même chose en Équateur malgré la «dolarisation».

Le modèle imposé par le FMI et appliqué par les dirigeants successifs est en train de s'effondrer. Il est indispensable de retrouver notre souveraineté économique, de cesser d'appliquer inconditionnellement les directives du FMI et du grand capital.

Face à l'ampleur de la pauvreté, face à l'importance des populations affamées, face à un taux de chômage jamais vu, face à un secteur financier avili et en faillite et à un enrichissement qui frise la démence, il faut absolument imposer un nouveau modèle qui réponde efficacement et démocratiquement aux besoins indispensables d'une société qui ne peut plus se permettre d'attendre la satisfaction de ses besoins essentiels.

Le FMI doit cesser de se faire le «shérif» du grand capital et des multinationales et revenir à sa raison d'être initiale, à ce pour quoi il a été créé et qui est bien exprimé entre autres dans son Article 1 que voici : «L'objectif premier de la politique économique du FMI doit être de promouvoir la coopération monétaire internationale, de faciliter l'expansion et la croissance équilibrée du commerce international et de contribuer ainsi à la promotion et au maintien d'un haut niveau d'emploi et de revenus réels et au développement des moyens de production de tous les pays membres.»

Naúm Minsburg

Contact pour cet article. [naumin@netizen.com.ar](mailto:naumin@netizen.com.ar)

## Extradé

Par Comité pour la libération de Paolo Persichetti

A- Appel.

Paolo Persichetti a été extradé à la sauvette vers l'Italie le 25 août dernier. Contrairement à ce qui a été parfois allégué, il n'a jamais été clandestin



attac

en France. Il y est arrivé en 1991 et a immédiatement demandé et obtenu un permis de séjour. Il est régulièrement inscrit comme étudiant à l'université de Paris VIII depuis 1992, et il y termine une thèse de doctorat en science politique. Paolo Persichetti est aussi attaché temporaire d'enseignement et de recherche à l'université de Paris VIII, à la suite d'une procédure normale de recrutement scientifique, entérinée par le recteur de Créteil représentant le ministère de l'Education nationale. Pendant ses années de formation à la recherche, Paolo Persichetti s'est toujours distingué par l'excellence de ses travaux dont plusieurs ont été publiés, ainsi que par la régularité et la qualité de son enseignement. Si un décret d'extradition, signé par Edouard Balladur le 7 février 1994, a été pris à son encontre, trois gouvernements français, dont celui de M. Balladur, ont choisi depuis lors de ne pas l'appliquer. On sait qu'une pratique continue comme celle-ci engendre, d'après la jurisprudence administrative française et européenne, des droits pour les justiciables auxquels elle bénéficie.

Par ailleurs et surtout, la décision d'extrader Paolo Persichetti remet en cause une position politique et juridique approuvée et confirmée par neuf gouvernements français successifs (Mauroy, Fabius, Chirac, Rocard, Cresson, Bérégovoy, Balladur, Juppé, Jospin) et deux présidents de la République. Les termes de cette position sont d'une clarté absolue : la France refusait d'extrader les exilés politiques italiens dès lors que ceux-ci avaient rompu avec la violence armée. François Mitterrand avait énoncé ce principe en 1985 au nom d'un constat très simple : les lois et pratiques d'exception mises en place en Italie à partir de 1976 pour combattre le terrorisme (recours systématique aux repentis, constructions logiques de l'accusation non fondées sur des preuves, extension infinie de la notion de " concours à bande armée "... ) ne garantissaient pas un procès équitable aux accusés. Cette situation juridique n'a pas changé depuis lors. Il est donc incompréhensible et illégitime que la France renie la parole donnée. Ce sont les principes mêmes de la République et de l'Etat de droit qui sont ici bafoués.

Comité pour la libération de Paolo Persichetti

Nous soussignés

- dénonçons avec la plus grande fermeté cette décision juridiquement, politiquement et humainement inadmissible

- soutenons la démarche entreprise auprès de la Cour européenne des droits de l'homme afin que cette extradition soit condamnée  
- appelons à la libération de Paolo Persichetti ainsi qu'au rétablissement de la position de la France à l'égard des exilés politiques italiens.

SIGNEZ CET APPEL en utilisant le formulaire:

<http://www.persichetti.ras.eu.org/signer.html>

Pour contacter le comité :  
[comite.persichetti@ras.eu.org](mailto:comite.persichetti@ras.eu.org)

Samedi 21 septembre à 15h, place de l'Opéra Garnier : Manifestation pour la libération de Paolo Persichetti et contre toutes les extraditions.

B- Biographie de Paolo Persichetti

Né en 1962, il entreprend, après le bac, des études de sociologie politique.

Il est arrêté en 1987 sur la base de la déposition d'un "repenti" - suivant le système des lois spéciales italiennes permettant à un individu d'obtenir, par exemple, une remise de peine, à condition qu'il donne d'autres noms -, à la suite de l'assassinat du Général de l'Aéronautique Licio Giorgieri. Il est condamné en décembre 1989 à cinq ans d'emprisonnement pour son appartenance à l'Union des Communistes combattants (UCC), une des branches héritières des Brigades Rouges. Mais il est acquitté de l'accusation de complicité dans l'assassinat du général. Jugé en appel le 16 février 1991, il est condamné cette fois à 22 ans et 6 mois d'emprisonnement, alors même que le repentis assure qu'il n'a pas participé à l'organisation de l'homicide. Lors de cet appel, il vient s'exprimer librement, car il a été libéré précédemment, le temps de détention préventive légal en Italie ayant été dépassé. Il n'est pas non plus arrêté au cours de cette audience.

A la fin de 1991, il se réfugie à Paris. Il entame les démarches pour régulariser sa présence sur le territoire français et demande régulièrement un permis de séjour. Celui-ci lui est accordé en tant qu'étudiant en histoire des sciences politiques. En même temps, il travaille en tant que professeur d'Italien dans une école privée.

Lorsqu'il se rend au commissariat de police pour renouveler ses papiers, le 23 novembre 1993, il y est arrêté sur la base d'un mandat d'arrêt international lancé par les autorités italiennes, demandant son extradition. Contrairement aux habitudes, consolidées par plusieurs affaires analogues concernant d'autres italiens, Paolo Persichetti reste en prison longtemps, en dépit de



attac

dizaines de demandes visant à sa mise en liberté. Le 5 Avril 1994, un avis favorable à la requête d'extradition est émis par une juridiction judiciaire, qui va, ce faisant, à l'encontre d'une convention européenne dont s'inspirent couramment les tribunaux pour prononcer - comme ils le font souvent dans des cas similaires - des avis défavorables à l'extradition. La convention prévoit que "l'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme une infraction politique". La Cour de Cassation ayant confirmé cette décision, le 7 Septembre 1994, Edouard Balladur signe le décret d'extradition. Un recours devant le Conseil d'Etat contre ce décret est présenté alors que Paolo Persichetti est toujours détenu. Les demandes de mise en liberté se succèdent mais sont toutes rejetées. Le Conseil valide le décret Balladur.

En décembre 1994, Paolo Persichetti commence une grève de la faim pour réclamer sa libération. Dans sa lutte, il est soutenu par un vaste mouvement d'opinion, notamment par Mgr Jacques Gaillot et par l'abbé Pierre qui, en janvier, arrive à le convaincre d'arrêter sa grève de la faim. Après quelques jours, Persichetti est libéré à la suite de l'intervention de François Mitterrand qui, en réponse à une lettre de l'abbé Pierre, avait assuré qu'il ferait tout ce qui était en son pouvoir pour qu'aucun traitement inique ne lui soit infligé. Mitterrand, on le rappelle, en 1995 est encore à l'Elysée. Celui-ci était le garant de l'asile offert depuis 1981 aux italiens réfugiés en France. Le 20 avril 1985, il avait pris au nom de la France l'engagement solennel, lors du congrès de la Ligue des droits de l'Homme, de protéger tous ceux "qui ont rompu avec la machine infernale dans laquelle ils s'étaient engagés, le proclament, ont abordé une deuxième phase de leur propre vie, se sont insérés dans la société française, souvent s'y sont mariés, ont fondé une famille, trouvé un métier". En 1995, quand Jacques Chirac est élu président, et Alain Juppé nommé chef du gouvernement, avec une majorité parlementaire de droite, le nouveau président laisse clairement entendre que l'attitude de la France vis-à-vis des réfugiés italiens restera inchangée. Au fur et à mesure que le temps passe, Paolo Persichetti se sent presque à l'abri, jusqu'en 1997. Au début de cette année-là, l'entrée dans l'espace de Schengen fait craindre le pire en remettant en cause cet asile de fait. Une quinzaine d'italiens se retrouvent menacés d'extradition car ils sont inscrits dans les fichiers électroniques que les accords de Schengen rendent opératoires dans toute l'Europe. De plus, plusieurs réfugiés italiens sont alors arrêtés en France, et placés sous mandat extraditionnel. Une mobilisation d'autres réfugiés

italiens, qui défient le gouvernement de les extraditer avec leurs camarades si telle doit être la décision prise, conduit le gouvernement Jospin, récemment élu, à confirmer le maintien de la "doctrine Mitterrand", c'est-à-dire le refus de la France d'extraditer les exilés italiens. Il adressera même une lettre personnelle aux avocats de Paolo Persichetti pour les en assurer.

Une régularisation de tous les réfugiés politiques italiens est alors opérée, ils obtiennent des titres de séjour de longue durée. Paolo Persichetti reste le seul à ne pas en bénéficier, en raison du décret d'extradition signé par Edouard Balladur, qui constitue toujours une épée de Damoclès suspendue au-dessus de sa tête. Mais, en raison des engagements pris personnellement par Lionel Jospin envers les avocats de Paolo Persichetti, Me Terrel et De Felice, il retrouve une certaine tranquillité d'esprit. Petit à petit, il peut reprendre une vie normale. A partir de ce moment, il ne cessera pas d'affirmer sa volonté de refuser la clandestinité et il agira continuellement en accord avec ce principe. Il reprend ses études à Paris VIII, réussit brillamment une maîtrise, puis un D.E.A. de science politique, et entame un doctorat, toujours en cours. Il est alors recruté comme attaché temporaire d'enseignement et de recherche (A T E R) au département de science politique de l'université de Paris VIII, avec l'approbation du recteur de Créteil représentant du ministre. Enseignant apprécié, il assurait, jusqu'à ce mois d'août 2002, des cours de sociologie et de science politique en 1er et 2e cycle.

Comité pour la libération de Paolo Persichetti  
[comite.persichetti@ras.eu.org](mailto:comite.persichetti@ras.eu.org)

## Une semaine économique vue des Etats-Unis

Par Dean Baker  
Traduction. Annie Joyaux [coordintrad@attac.org](mailto:coordintrad@attac.org)  
traducteurs bénévoles (\*)

A- Des marchés à l'intérieur des marchés des télécommunications

Gretchen Morgenson, New York Times, 25 août 2002, Section 3 page 1

<http://query.nytimes.com/search/abstract?res=F10915FF39580C768EDDA10894DA404482>

D'après cet article, les sociétés de télécommunication ont pour habitude de confier des affaires à des petits fournisseurs en échange d'actions d'entrée en Bourse offertes par ces





attac

fournisseurs aux dirigeants des sociétés de télécommunication. La valeur de ces actions grimpe en général rapidement dans les jours qui suivent leur première cotation, le procédé équivaut en fait à une remise de pot-de-vin.

B- Le marché des valeurs : trop d'offres, pas assez de demandes

Steven Pearlstein, Washington Post, 25 août 2002, Page A1

<http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/articles/A58181-2002Aug24.html>

L'auteur de cet article passe en revue les obstacles qui s'opposent à une reprise rapide de l'économie. Il parle de "morosité des cours". En réalité le cours des valeurs boursières est resté relativement élevé, avec des opérations boursières rapportant près de 20 fois plus qu'avant la récession. Par comparaison, le rapport prix/revenus a été inférieur à 15/1 en moyenne.

Il invoque par ailleurs les cours très bas pour expliquer la frilosité des entreprises à investir. En fait, les cours de la Bourse n'ont pas grand-chose à voir avec les investissements. (La part du PIB qui a été investie dans les années 1970 était très élevée alors que les cours de la Bourse étaient au plus bas.) Les entreprises financent rarement leurs investissements en émettant des actions (les années 1990 ont été exceptionnelles à cet égard), il n'y a donc aucune raison avérée pour qu'un cours bas en Bourse dissuade une entreprise d'investir.

C- Développement et environnement : aux entretiens sur l'environnement, les Etats-Unis se heurtent à leurs alliés sur la question Energie et Pollution

Rachel L. Swarns, New York Times, 29 août 2002, page A13

<http://www.nytimes.com/2002/08/29/international/29SUMM.html>

### **Vous avez rendez-vous avec ATTAC**

Intéressé(e) par un rendez-vous il suffit de cliquer sur <http://attac.org/indexfr> puis de choisir « ATTAC dans le Monde » « Rendez-vous avec ATTAC » pour en obtenir les détails.

-- Vendredi 20

AUSTRIA : Wien

FRANCE: St Malo - Mulhouse - Beziers - Lille - Salon de Provence - Laval - St Maurice – Chancelade

SUISSE SCHWEIZ : Lausanne

-- Samedi 21

FRANCE: Lavenalet - Paris centre - Paris 15

Cet article concerne la conférence des Nations unies qui s'est tenue à Johannesburg sur le thème du développement et de l'environnement. Il y est question du conflit qui oppose les gouvernements européens, qui considèrent qu'il faut en priorité freiner le réchauffement de la planète, et le gouvernement américain, qui refuse de participer à des débats dont l'objectif est de réduire l'émission des gaz à effet de serre.

L'auteur affirme que "le débat est cependant moins nuancé que certaines critiques ne le laissent supposer." Les points les plus importants de ce débat paraissent assez clairs. La quantité de gaz à effet de serre émise par habitant dans les pays européens est moitié moins grande qu'aux Etats-Unis. Les pays européens ont ratifié les accords de Kyoto, qui les oblige à réduire encore le niveau de leurs émissions d'ici à 2008-2012. Les Etats-Unis se refusent à prendre un tel engagement. D'autres divergences peuvent être constatées sur différents sujets, mais le fait que les pays européens manifestent leur volonté de prendre des mesures en vue de limiter le réchauffement de la planète, alors que le gouvernement américain s'y refuse, est sans équivoque.

L'article contient une photo d'appareils de cuisson solaires, avec la légende suivante : "l'énergie solaire pour des appareils comme cette cuisinière parabolique à Sandtoon, Afrique du Sud, pollue moins que les combustibles classiques mais revient cher". L'utilisation de l'énergie solaire pour produire de l'électricité revient relativement cher, mais il est en fait possible de fabriquer un appareil de cuisson solaire simple pour un coût très faible, il suffit d'une boîte en carton et de papier aluminium (cf <http://solarcooking.org>).

Contact pour cet article. Pour s'abonner à Economics Reporting Review, envoyer un message électronique avec "subscribe ERR" en ligne sujet et son adresse email en corps de message à : [cepr@cepr.net](mailto:cepr@cepr.net) (lettre d'information en anglais uniquement)



attac

-- Dimanche 22  
DANMARK: Kobenhavn  
FRANCE: Paris 15

-- Lundi 23  
FRANCE: Rouen - Marseille – Arras  
SVERIGE: Stockholm

-- Mardi 24  
AUSTRIA: Wien  
FRANCE: Bourges – Paris 15  
NORGE : Oslo

(\*) [cooditrad@attac.org](mailto:cooditrad@attac.org) est l'adresse de secrétariat international des bénévoles qui coordonnent une équipe de 700 traducteurs répartie sur toute la planète. Vous aussi vous pouvez participer. Il suffit de les contacter en précisant votre (ou vos) langue maternelle et les langues depuis lesquelles vous pouvez traduire. Le travail de traduction est basé sur le volontariat et ne vous engage pas à répondre à toutes les demandes tout le temps. Vous travaillez à votre rythme et en fonction de vos intérêts.